

TERMES DE REFERENCE :

Prestation de service

Expertise genre

PROJET PARLE - Tunisie

**Termes de Référence (prestation de service)**

**Expertise genre**

**PARLE - Projet d’Appui au Renforcement des compétences Linguistiques**

**des Elèves Tunisiens**

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé du projet | PARLE : Projet d’Appui au Renforcement des compétences Linguistiques des Élèves Tunisiens |
| Code Projet | **23PSE0C012** |
| Pays | Tunisie |
| Bénéficiaire | Ministère tunisien de l’Education,  Ministère de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique |
| Marché | Expertise genre |
| Objectif général | Veiller à la prise en compte des enjeux de genre (égalité entre les sexes) dans l'’ensemble des activités du projet |
| Durée de la prestation | 12 mois renouvelables jusqu’au 31 décembre 2027 |
| Dates et lieu de la prestation | La majorité de la prestation aura lieu principalement à Tunis |

# **CONTEXTE**

## Présentation d’Expertise France

Expertise France est l’agence française de coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets destinés à contribuer au développement équilibré des pays partenaires, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) de l’Agenda 2030 et aux priorités de l’action extérieure de la France. La mission d’Expertise France est de répondre à la demande de pays partenaires qui veulent renforcer la qualité de leurs politiques publiques pour relever les défis environnementaux, sociaux, économiques ou sécuritaires auxquels ils sont confrontés. Pour cela, l’agence mène des projets dans les principaux domaines de l'action publique :

* Gouvernance démocratique, économique et financière.
* Paix, stabilité et sécurité.
* Développement durable, climat et agriculture.
* Santé et développement humain.

Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d’ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, de mobilisation de l’expertise technique ainsi qu’une fonction d’ensemblier de projets faisant intervenir de l’expertise publique et des savoir-faire privés.

Pour en savoir plus : [*www.expertisefrance.fr*](http://www.expertisefrance.fr)

## Présentation du projet PARLE

Le **Projet d’Appui au Renforcement Linguistique des élèves** (PARLE) en Tunisie est co-financé par l’Union Européenne et l’Agence Française de Développement. Il s’agit d’un ambitieux projet à l’échelle qui est mis en œuvre sur l’ensemble du territoire tunisien.

Il a pour objectif de **contribuer au développement de la qualité et de la performance du système tunisien**. Pour ce faire, le projet ambitionne de **renforcer les compétences en langues (arabe et français) des élèves tunisiens**, afin de leur permettre d’améliorer leurs performances scolaires.

Quatre objectifs spécifiques, qui sous-tendent les quatre composantes de ce projet, doivent permettre de parvenir à ce résultat, à savoir :

* **OS 1 :** La qualité de l’enseignement des/en langues arabe et française est améliorée.
* **OS 2** : Les enseignants et les élèves bénéficient de ressources et d’un environnement scolaire et extra-scolaire plus attractif, favorable à l’apprentissage des langues.
* **OS 3** : La communauté est sensibilisée et se mobilise en faveur de la maitrise du français et du plurilinguisme.
* **OS 4** : Les ministères sont mieux outillés pour piloter et améliorer l’enseignement-apprentissage des langues.

**Composante 1 / Didactique et formation.**

Résultat 1.1 / La formation initiale des enseignants du primaire est renforcée pour mieux développer les compétences linguistiques et didactiques des futurs enseignants.

Le premier sous-objectif de cette composante ciblera l’amélioration du niveau des enseignants du primaire via une intervention au niveau de la Licence en Education et Enseignement (LEE), dont ces enseignants sont issus.

Le projet prévoit, dans un premier temps des activités de court terme, pour renforcer le niveau linguistique des étudiants actuellement en cours de licence via des solutions d’apprentissage en autonomie, compatibles avec les emplois du temps chargés des étudiants

De manière à avoir une action durable sur l’amélioration de la qualité de l’enseignement des langues dans la LEE, le projet proposera également des formations-actions en didactique des langues et ingénierie de formation, à l’attention des enseignants d’arabe et de français des LEE, qui les mèneront à rénover les syllabus des cours de renforcement linguistique à l’attention de leurs étudiants.

Résultat 1.2 / La formation continue est renforcée pour développer les compétences professionnelles des enseignants des DNL scientifiques enseignées en langue non première.

Au niveau du secondaire, il existe un réel intérêt pour renforcer les compétences des enseignants des disciplines scientifiques (mathématiques, physiques et SVT) sur l’intégration de la dimension langagière dans leur enseignement disciplinaire. En effet, la transition entre un enseignement en arabe au collège et un enseignement en français au lycée s’avère délicate pour de nombreux élèves. Il y a donc un enjeu à travailler sur les pratiques d’enseignement-apprentissage des disciplines scientifiques en langue non première et sur la cohérence des approches dans l’enseignement-apprentissage de ces matières en arabe et en français. Aussi, c’est sur cet aspect que se porteront les activités liées au résultat 1.2.

Il s’agira, dans une première phase, d’accompagner des « inspecteurs-référents DNL » afin de stabiliser un référentiel et de co-construire une action-formation et par suite, à faveur de cette action-formation, de contribuer à développer les compétences de tous les inspecteurs de DNL à la didactique de l’enseignement-apprentissage d’une discipline non première.

Dans une seconde phase, grâce à une expertise en ingénierie de formation, les inspecteurs de DNL scientifique co-construiront un dispositif innovant de développement continu des compétences professionnelles des enseignants des disciplines non linguistiques enseignées en langue non première. L’intérêt est de développer des stratégies de formation partant des pratiques et visant à leur l’évolution. Pour ce faire on favorisera des approches collaboratives et des logiques de mises en réseau des enseignants et inspecteurs, en s’appuyant sur des pratiques encouragées par l’institution au regard des recherches récentes en ingénierie de formation.

Enfin, la dernière phase consistera en la mise en œuvre du dispositif de formation auprès des enseignants des disciplines non linguistiques scientifiques en français, en priorité les enseignants nouvellement titularisés

Résultat 1.3 / La formation continue est renforcée pour développer les compétences linguistiques des enseignants nouvellement recrutés du primaire et du secondaire.

Un grand nombre d’enseignants du primaire et du secondaire se trouvent en insécurité linguistique, notamment les **agents nouvellement titularisés** qui, issus d’horizons variés, n’ont pas bénéficié d’une formation initiale au métier d’enseignant.

**Composante 2 / Ressources éducatives.**

Dans le cadre de la composante 2, le projet fournira aux élèves des ressources innovantes pour l'apprentissage de l’arabe et du français, enrichissant leur environnement linguistique et élargissant leur accès à la connaissance. Il proposera des ressources numériques pour le primaire et le secondaire, intégrant des compétences culturelles et transversales. Le projet inclura également le déploiement de bibliothèques de classe et d’applications interactives pour un apprentissage immersif et ludique. Enfin, des concours autour des langues seront organisés pour encourager les échanges culturels et valoriser la diversité linguistique.

Des formations seront offertes aux inspecteurs pour assurer une intégration optimale de ces outils par les équipes pédagogiques.

**Composante 3 / Valorisation de l’éducation bi-plurilingue.**

Afin de valoriser l’enseignement-apprentissage bi-plurilingue dans le système éducatif tunisien, et de renforcer l’attractivité de la l’arabe et du français, une campagne de communication à l’échelle est proposée en complément des activités présentées dans les composantes 1 et 2. Il s’agira à la fois de faire connaître et valoriser le projet PARLE, mais aussi et surtout pour travailler sur l’image des langues et de leur apprentissage en promouvant la maîtrise des langues d’enseignement.

**Composante 4 / Evaluation et capitalisation.**

La composante 4 permettra d’une part d’accompagnement d’une cellule ad hoc du ministère pour le développement d’un cadre de suivi-évaluation, d’un dispositif de capitalisation et d’une méthodologie d’évaluation d’impact, afin de l’appliquer à court terme au projet PARLE et plus durablement à d’autres objets et projets portés par le ministère.

D’autre part, le projet prévoit d’alimenter la réflexion sur l’enseignement-apprentissage des langues et le plurilinguisme via un dispositif de valorisation et de financement d’études et recherches spécifiques. Il s’agit de produire, via des recherches collaboratives, des données probantes issues du contexte tunisien, à même d’informer utilement le ministère de l’éducation sur les questions qui seront identifiées comme prioritaires et ainsi de soutenir les actions à venir du ministère en lien avec l’apprentissage des langues.

# **OBJET DU MARCHE**

• Évaluation des besoins en genre : Analyser les besoins spécifiques en matière de genre dans le contexte éducatif tunisien, en se basant sur des données nationales et des études pertinentes, pour guider l'intégration de l'égalité des sexes dans le projet.

• Appui à l’intégration du genre : Collaborer étroitement avec l'équipe du projet pour intégrer une perspective de genre dans toutes les phases de mise en œuvre, y compris l'élaboration des outils pédagogiques, des ressources et des activités du projet.

• Analyse des politiques et cadres existants : Examiner les politiques éducatives et les pratiques en lien avec le genre en Tunisie, et fournir des recommandations pour améliorer la prise en compte de l’égalité des sexes dans les activités du projet.

• Formation et renforcement des capacités : Concevoir et animer des sessions de formation pour l'équipe du projet sur les enjeux de genre, afin de renforcer leurs compétences en matière d'intégration de la dimension genre dans les activités éducatives.

• Développement d’indicateurs genre : Aider l'équipe du projet à élaborer des indicateurs spécifiques et mesurables liés au genre pour le suivi et l'évaluation, afin de s'assurer que l'impact sur l'égalité des sexes soit correctement évalué.

• Rédaction de lignes directrices genre : Aider à la préparation de documents de référence et de bonnes pratiques en matière d'intégration de l'égalité des sexes, à destination de l'équipe du projet.

• Rapports et recommandations : Préparer des rapports périodiques sur l'état d'avancement des efforts d'intégration du genre, en identifiant les points forts, les défis et en proposant des recommandations pour améliorer la mise en œuvre.

• Sensibilisation de l’équipe : Participer aux discussions stratégiques avec l'équipe du projet pour sensibiliser sur les enjeux de genre et promouvoir une prise en compte systématique de l'égalité des sexes dans les décisions et les actions.

• Suivi des normes internationales : Assurer une veille sur les évolutions des normes internationales et des bonnes pratiques en matière de genre et d'éducation, et conseiller l'équipe du projet sur leur application dans le contexte tunisien.

# **PROFIL.S SOUHAITE.S**

**Formation**

• Diplôme universitaire niveau Master (bac + 5 minimum) ou Doctorat en sociologie du genre, économie du développement, sciences politiques, ou tout autre profil en adéquation avec les missions à réaliser.

**Expérience**

• Un minimum de 15 ans d’expérience professionnelle générale dans le secteur du développement, la défense des droits humains, avec une valorisation des expériences de coopération institutionnelle (coopération bilatérale, ministère, etc.) ;

• 10 ans d’expérience professionnelle minimum dans l’élaboration et la mise en œuvre de plans d’action genre dans un contexte de projets de développement de coopération internationale et/ou d’activités visant l’intégration transversale du genre dans des projets dans le secteur de l’éducation (ou de tout domaine relatif pertinent);

• Expérience d’au moins 10 ans en matière de renforcement de capacités/coaching en matière de genre avec notamment la production de diagnostics et la conduite de réunions et d’ateliers (formation, action, vulgarisation) ;

• Expérience pédagogique exigée / confirmée en formation d’adultes ;

• Expérience confirmée en Tunisie, au Maghreb ainsi qu’à l’international en matière de défense des droits des femmes, de transversalisation de l’approche genre et éducation ;

• Excellente connaissance des enjeux du développement en milieu rural, des organisations professionnelles agricoles, etc. ;

• Connaissance approfondie du cadre législatif national et international en rapport avec l’égalité des femmes et des hommes ;

• Une expérience en ingénierie institutionnelle et en accompagnement au changement au sein de ministères publics serait un plus.

**Compétences**

• Bonne maîtrise des pratiques et procédures de gestion de projet (cadre logique, programmation, mise en œuvre, reporting, etc.) et connaissance des pratiques des bailleurs de fonds en matière de genre et d’égalité femmes-hommes ;

• Connaissances et mise en application d’outils de suivi-évaluation sexo-spécifiques, tel que l’indice pro-WEAI ;

• Capacités organisationnelles : autonomie, rigueur, méthode et sens des responsabilités ;

• Excellentes qualités de communication : sens de la diplomatie et de la communication avec des partenaires privés ou publics, locaux et internationaux ;

• Esprit d’équipe et capacité à fédérer des acteurs autour d’objectifs communs ;

• Très bonnes qualités rédactionnelles et de synthèse ;

• Capacités d’adaptation, réactivité et flexibilité ;

• Français obligatoire et arabe tunisien exigés ;

• La connaissance de l’écosystème institutionnel en Tunisie serait un atout ;

• Parfaite maîtrise de l’informatique et des logiciels bureautiques.

# **SOUMISSION DES OFFRES**

Les éléments d’offre ainsi que toute correspondance et documents relatifs à la présente consultation doivent être rédigés en français.

A l’appui de leur offre, les candidats devront remettre un dossier constitué des documents suivants :

- Preuve d’enregistrement au registre des sociétés (RNE, k-bis ou équivalent)

- Le Curriculum Vitae de l’expert(e) désigné(e) pour la mise en œuvre des activités.

- Une décomposition de l’offre financière présentée sous la forme d’un bordereau de prix unitaires indiquant le prix en journée/hommes et avec une estimation du nombre de jours nécessaires à exécuter la prestation et couvrant l’ensemble des prestations dues au titre du marché.